

20 mai 1997 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Helmut Kohl, chancelier d'Allemagne, sur la coopération franco-allemande pour la préparation de la Conférence intergouvernementale, Paris le 20 mai 1997.

LE PRESIDENT.- Mesdames, messieurs, bienvenue une fois de plus au Chancelier. Nous avons évoqué la préparation de la Conférence de vendredi, du Sommet de Noordwijk en Hollande et puis surtout la préparation de la Conférence Intergouvernementale d'Amsterdam, le 16 juin. Nous avons passé en revue la quasi-totalité des problèmes et je dirais - mais cela n'étonnera personne, et en tous les cas, cela ne nous a pas étonnés - que les positions de l'Allemagne et de la France, sont très largement convergentes dans le cadre de cette préparation.

- Dans les jours qui viennent, nos collaborateurs, comme d'habitude, mettront au point les détails en liaison avec l'ensemble de nos partenaires £ et tout cela nous permet de nous présenter dans de bonnes conditions pour la CIG.

- LE CHANCELIER.- Vous savez que nous commençons une longue série de rencontres internationales : vendredi, ce sera la préparation du Sommet d'Amsterdam, puis le Sommet d'Amsterdam lui-même £ dans quelques jours, nous sommes ici à Paris, pour préparer le Sommet de l'OTAN, nous nous retrouverons ensuite autour de l'OTAN à Madrid, et puis quelques jours plus tard pour le G8 à Denver.

- Le Président vient de vous le dire : il est décisif que nous poursuivions notre tradition de coopération étroite pour mettre les choses en mouvement. Les risques sont toujours les mêmes. Si nous agissons ensemble, on nous dit que nous allons trop loin, et puis nous sommes l'objet d'une critique, et on nous dit que l'on veut forcer la main aux autres. Si nous ne le faisons pas, on nous reproche de ne pas faire notre travail. Comme à l'accoutumée, nous avons fait le choix de la coopération franco-allemande au service de l'évolution en Europe. Nos collaborateurs et nous mêmes avons travaillé d'arrache-pied sur ces points. Vendredi, nous aurons en quelque sorte la première répétition générale. Après vendredi, il y aura toute une série de discussions pour les préparatifs du Sommet d'Amsterdam. Mon message est clair : face au pessimisme ambiant, à Amsterdam, nous allons faire un pas significatif en avant, ensemble, dans l'intérêt de nos pays, dans l'intérêt de l'Europe.

- LE PRESIDENT.- S'il y a une ou deux questions, le Chancelier et moi sommes prêts à y répondre.\

QUESTION.- Quelques mots sur la politique intérieure, les impôts...

- LE CHANCELIER.- Non, vous ne croyez quand même pas que je suis venu à Paris pour parler de politique intérieure allemande, la politique fiscale, même la 2ème télévision allemande devrait savoir qu'on ne le fait pas.

- QUESTION.- Pour Monsieur le Chancelier, je voudrais savoir si la réévaluation de l'or de la Bundesbank peut être utilisée directement pour réduire la dette, et donc le déficit du gouvernement en 1997 ? Il y a pas mal d'hésitation, on ne comprend pas toujours très bien exactement comment va être utilisée la réévaluation de l'or £ et je voudrais savoir si vous

interprétez cette décision comme un affaiblissement du critère de 3 % et si vous voyez cela plus comme un généralisation ?

- LE CHANCELIER.- Alors premièrement, en Allemagne on ne va pas plus vendre l'or que l'argenterie de famille. Tout ce que l'on entend dire, pas tellement ici, mais surtout en Allemagne, ne tient pas le coup. Comme vous le savez, il y a quelques semaines, l'Institut monétaire européen a décidé de procéder à cette réévaluation, et nous sommes en train de parler avec la Bundesbank. Aucune décision n'a été prise, ni en ce qui concerne les ordres de grandeur ni encore moins en ce qui concerne les détails, ce qui est important et ça je peux vous le dire. Il ne s'agit pas en l'espèce d'alimenter le budget, mais vous savez que l'unification allemande a entraîné la reprise de dettes très lourdes de l'ancienne RDA qu'il faut assumer, et ces dettes, nous les avons réunies dans un fonds servant en quelque sorte à apurer le passif. Et si nous arrivons à un résultat, eh bien à ce moment-là les sommes qui s'en trouveraient dégagées seraient, à ce moment-là, versées dans ce fonds d'apurement du passif de la dette. On est en plein milieu du processus, il faudra attendre la fin pour voir ce qu'il en est, mais c'est un débat parfaitement public et vous aurez toutes les informations.\

QUESTION.- Depuis presque un an la France et l'Allemagne essayent de préparer un papier commun sur l'organisation de l'Europe. Est-ce que, entre temps, on a terminé ce travail et quels sont les propos communs qui pourraient servir à Amsterdam ?

- LE PRESIDENT.- Je ne vois pas très bien à quel papier commun vous voulez faire allusion, si ce n'est à nos lettres. Nous avons écrit à nos partenaires, d'ailleurs nous écrivons avant chaque sommet à nos partenaires, nous l'avons fait avant le dernier sommet, à l'issue d'ailleurs d'une réunion du même type que celle d'aujourd'hui et cela a fait progresser les choses. Je n'ai pas d'autres commentaires à faire. Ces documents sont publics naturellement.

- LE CHANCELIER.- Et beaucoup de ces réflexions ont été soumises à la Présidence néerlandaise. Il n'y a pas encore de projet définitif. Il faudra en parler avec nos homologues, c'est le sens d'une telle rencontre.

- QUESTION.- Beaucoup de responsables politiques dans la campagne française se demandent s'il ne faut pas un gouvernement économique pour la zone euro, la future zone euro. Le leader du parti socialiste a même dit aujourd'hui que le pacte de stabilité avait été une conception absurde. Est-ce que vous pensez qu'une rediscussion de ces problèmes pourrait avoir lieu après l'élection, est-ce que vous seriez prêts à reparler de l'organisation économique de la zone euro ?

- LE CHANCELIER.- Je ne vois pas pourquoi. En avril - mai de l'année prochaine, nous aurons à identifier les pays retenus pour la première étape de l'Union monétaire. De toute façon, après le sommet d'Amsterdam nous resterons les chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil européen et nous tiendrons parole. Nous ne sommes pas en dehors de la chose économique.

- LE PRESIDENT.- De toute façon la France a pris des engagements et aucun de nos partenaires n'accepterait ni ne comprendrait que nous ne tenions pas nos engagements.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, vous avez connu très bien la cohabitation organisée autour de François Mitterrand, est-ce que vous pensez que vous aurez du mal à vous entendre sur l'Europe avec une nouvelle cohabitation ou est-ce que vous pensez qu'il faut donner raison au Président Chirac qui disait ce soir que la France doit parler d'une seule voix. Est-ce que vous seriez gêné par une nouvelle cohabitation, à l'envers ?

- LE CHANCELIER.- Vous posez la question avec beaucoup de charme. Mais vous aurez voulu me mener sur un chemin qui m'éloignerait de la raison. Si je vous donnais la réponse que vous attendez, eh bien à ce moment-là, vous diriez Kohl s'immisce dans les affaires intérieures françaises. Moi je m'en remets pleinement à la sagesse des Français. Et puis ils ont un Président élu.\

QUESTION.- Monsieur le Président, pour en revenir à la CIG, quels sont les principaux points où il y a de gros efforts à faire pour arriver à une solution à Amsterdam ?

- LE PRESIDENT.- En tous les cas, la réponse serait beaucoup trop longue. Ce que je peux vous dire c'est que sur tous les principaux points il y a une approche commune et un accord entre l'Allemagne et la France. Ensuite nous verrons. Nous sommes très largement en accord avec la

proposition de la Présidence néerlandaise. Pour le reste, la discussion s'engagera. Je vous remercie.\